

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 5 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN GRAZAS

215 rue Samuel Morse
Le Triade 2
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2025-038
Code AIOT : 0003700924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2024 dans l'établissement ENGIE GREEN GRAZAS implanté Grazas à Villedaigne (11200). L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN GRAZAS
- Grazas 11200 Villedaigne
- Code AIOT : 0003700924
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 11,75 MW) mis en service en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Paysage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article I.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.5.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Balisage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Susceptible de suites	Sans objet
8	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.5.3	/	Sans objet
19	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
20	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas plusieurs dispositions réglementaires, en particulier concernant les dispositions constructives des aérogénérateurs, les déclarations/informations à réaliser dans le cadre de la mise en service du parc et les garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la préservation du paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le poste de livraison est réalisé selon les prescriptions suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> ◦ Alignement du poste de livraison sur le chemin créé, ◦ Réduction de la plateforme d'installation du poste de livraison à l'emprise du poste lui-même, sans débordement ◦ Traitement architectural contemporain du poste par bardage métallique ou béton matricé et toit plat, soumis à validation préalable de l'UDAP. ◦ Accompagnement des abords de l'édicule par des plantations de bouquets d'arbres et arbustes (en dehors des réseaux enterrés). La palette végétale sera rustique et locale ; figuier et amandier en demi-tige ou tige 10/12, aubépine (<i>crataegus monogyna</i>) en tige 12/14, arbustes en C5 60/80 : prunelier (<i>Prunus spinosa</i>), cornouiller sauvage (<i>cornus mas</i>), fusain d'Europe (<i>Euonymus europaeus</i>), cade (<i>Juniperus oxycedrus</i>), Nerprun (<i>Rhamnus alaternus</i>), filaire (<i>Phyllirea latifolia</i>), à compter pour une dizaine d'arbres et une trentaine d'arbustes en répartition aléatoire par "poquet" (groupé). Le dossier de consultation des entreprises (DCE) et le suivi de chantier sont à réaliser par un paysagiste concepteur. Les travaux de création dans les règles de l'art (fosse de plantation, apport d'engrais, tuteurage pour les arbres, plombage ...) seront suivi d'au moins 3 ans de travaux de parachèvement prévoyant un arrosage à la manche autant que de besoin pour garantir la reprise des végétaux. En l'absence de reprise, les végétaux constatés morts seront à remplacer dans les mêmes forces, conditions de plantation et de suivi.
<p>Constats :</p> <p>Au regard des plans fournis, le poste de livraison est aligné avec le chemin créé et sa plate-forme est réduite au minimum. L'exploitant avait déjà fourni les échanges avec l'UDAP validant le traitement architectural.</p> <p>Pour le dernier point, l'exploitant n'a pas pu fournir les justificatifs de l'accompagnement des abords de l'édicule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs pour le dernier point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Construction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces mesures seront complétées par une étude préalable aux travaux et faisant suite à l'étude de sol afin d'étudier les possibilités de stockage, de réutilisation... de la terre végétale.</p> <p>Des dispositions appropriées (cahier des charges avec étude environnementale préalable) seront</p>

<p>mis en place pour les dépôts de déblais-remblais. De plus, pour limiter les risques d'altération des qualités agro-pédologiques des sols, des mesures de prévention seront prises, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décapage de la terre de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes, • stockage temporaire de la terre végétale, sur une zone à l'écart des passages d'engins (pour éviter les tassements). <p>Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé</p> <p>Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décapage et mise en dépôt de la terre végétale, • remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits, • épandage sans bourrelet de la terre végétale, • évacuation des matériaux en excès. <p>La terre végétale décapée lors des travaux d'aménagement du parc éolien sera utilisée pour recouvrir les emprises temporaires, les fondations des éoliennes, et les tranchées de raccordement au réseau électrique. Il faudra éviter son altération durant la phase des travaux car elle servira également pour la remise en état du site à la fin des travaux. La terre végétale issue des déblaiements sera stockée séparément des autres éléments décapés sur des zones non exploitées du site (en dehors des zones de passage d'engins) en évitant de la mélanger avec les stériles sous-jacents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni l'ensemble des justificatifs du respect des dispositions (cahier des charges et plan de gestion des terres).</p> <p>L'ensemble des terres a été réutilisé sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Construction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fossés seront enherbés dès la fin des travaux, pour réduire les vitesses de ruissellement et filtrer les eaux. Les abords des plateformes seront partiellement revégétalisés comme pour leur usage initial.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection le dernier rapport de l'écologue qui justifie notamment du respect de ces dispositions. A ce jour l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier rapport de l'écologue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> • utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et vérification régulière du matériel, • entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur, • stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation, • stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées. • mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut, • interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche, • création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée, • installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.
Constats : Les comptes rendus de l'écologue comportent les informations justifiantes du respect de ces dispositions.

Toutefois, l'exploitant s'était engagé à transmettre le dernier compte rendu de l'écologue comportant les informations concernant la remise en état des différents équipements supprimés (merlon, fossé...) à la fin du chantier. A ce jour l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier compte rendu de l'écologue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, pour l'utilisation de moyens de levage, une demande devra être formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet de la DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs de la demande faite à la DGAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la DSAC Sud lors de l'ouverture du chantier et lors de l'achèvement des travaux, les formulaires à demander directement auprès de la subdivision régulation Aéroportuaire de la DSAC Sud à l'adresse suivante : dsacsud-obstacle@aviation-civile.gouv.fr

Constats :
L'exploitant a fourni les justificatifs de l'information faite à la DSAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 120 m³, de type citerne ou bache souple (protégée d'éventuels actes de vandalisme) est mise en place et raccordée à un poteau incendie 2x65 - 100. Ce dispositif doit garantir la mise à disposition d'un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de la pleine capacité.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la réserve d'eau, de type bache souple, et le poteau d'incendie associé étaient bien en place.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni les documents relatifs aux caractéristiques de la réserve d'eau et du poteau incendie.</p> <p>Enfin, aucune protection (clôture, muret...) de la bache n'étaient en place contre les actes de vandalisme.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit justifier que la bache est correctement protégée contre les actes de vandalisme et transmettre à l'inspection les justificatifs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La desserte des éoliennes répond aux exigences de la catégorie 1 de la norme zonale DFCI (pour les collecteurs principaux) ou 2 (pour les dessertes individuelles des mâts), ceci notamment afin d'éviter la présence de portions sans issues particulièrement dangereuses pour les personnels du SDIS en cas d'incendie. Ces pistes répondent aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecteurs principaux : • largeur minimale de 6 m, ou à défaut 4 m si des contraintes locales empêchent d'atteindre la largeur de 6 m, mais dans ce cas des aires de croisement (sur-largeurs de 4m x 32m) devront être aménagées tous les 200 m ; • pente moyenne maximale de 8 % (instantanée maximale de 12 % sur des tronçons de moins de 100 m). • Desserte secondaire (desserte individuelle des mats) : • largeur de 4 m ; • pente moyenne maximale de 10 %; • double issue pour tout segment d'une longueur de plus de 500 m ; • aire de manœuvre de 13 m de rayon en bout des voies sans issue. • portance de 160 kN (dont au moins 90 kN par essieu) ; • rayon de courbure des lacets supérieurs à 11 m (avec surlargeur de 1 m). <p>Une aire de manœuvre permettant le retournement des véhicules est aménagée au droit de chaque mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les données techniques des pistes répondant aux prescriptions.</p> <p>Les plates-formes associées aux éoliennes sont suffisamment grandes pour permettre le retournement des véhicules.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article I.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déclaration mise en service industrielle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant informe le Préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air), Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien, en y incluant notamment les informations prévues aux articles II.4 et II.5.5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation des informations auprès de la DGAC, de l'armée, de METEOFRANCE et de l'inspection des installations classées avec les informations <i>ad hoc</i>. L'exploitant a indiqué avoir informé le SDIS sans le justifier.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.2.3
Thème(s) : Autre, Établissement des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.</p> <p>La mise en service des installations visées à l'article II.1 est subordonnée à la constitution des garanties financières définies dans le présent arrêté. L'exploitant adresse au préfet, avant la mise en service des installations, le document attestant la constitution des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de document attestant de la constitution des garanties financières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le document attestant de la constitution des garanties financières</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.4
Thème(s) : Autre, Déclaration ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi.</p> <p>Cette déclaration portera notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté, pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises), la rédaction des procédures prévues par la réglementation, la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie, la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel

susvisé du 26 août 2011.
Constats : L'exploitant s'était engagé à faire cette déclaration et à la transmettre à l'inspection. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre cette déclaration à l'inspection avec l'ensemble des éléments prescrits par l'arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de dispositifs de fermeture des voies
Prescription contrôlée : Des dispositifs de fermeture des voies (barrière ou panneau B0) sont installés pour permettre d'interdire l'accès au public sur les voies d'accès privées créées pour la desserte de chaque éolienne. Dans la zone soumise à un risque de rupture des mâts ou de projection (bouts de pôle et chute de glace notamment), des panneaux annonçant le risque de chute d'objet sur les voies publiques sont mis en place.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les panneaux B0 ainsi que ceux signalisant les risques associés à la présence des éoliennes étaient en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.5.5
Thème(s) : Autre, Documents à fournir au SDIS avant la mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au SDIS avant la mise en service des installations les éléments suivants : un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant : les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison, en projection Lambert 93 et WGS84) ; les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature/volume/localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plateforme de travail, coupures sur secteur,

<p>...);</p> <p>les coordonnées d'un technicien compétent susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours, et joignable 7 jours/7 et 24h/24, en cas d'intervention sur les installations.</p> <p>Ces informations font l'objet d'une mise à jour régulière par l'exploitant auprès du SDIS.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la déclaration avait été réalisée mais n'a pas pu le justifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de cette déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période d'exploitation, les éoliennes sont équipées d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté du 23 avril 2018.</p> <p>L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne et notamment celle concernant la synchronisation des feux à éclats.</p> <p>En raison du risque de confusion avec le balisage maritime, la fréquence d'allumage des feux devra être de 30 éclats/min avec une durée de chaque éclat supérieure à 1,2 seconde.</p> <p>L'exploitant porte à la connaissance du public, selon les moyens qu'il juge les plus appropriés, l'évolution de la réglementation du balisage lumineux selon l'arrêté ministériel du 23 avril 2018, qui introduit une série de dispositions visant à diminuer la gêne des riverains.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir les justificatifs de la conformité du balisage aux dispositions de l'arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité du balisage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustique
--

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement des éoliennes est prévu selon le bridage acoustique suivant, pour la période nocturne (22 h à 7 h) et pour des vents de Nord-Ouest ($\pm 60^\circ$) :

Voir tableau AP modifié

« A » correspond à l'arrêt de l'éolienne et « Mode 0s », « Mode IV s », « Mode 1000 kW s » et « Mode 1500 kW s » correspondent à des modes de bridage du modèle d'éolienne prévu. Ces modes de fonctionnement correspondent à des réductions du bruit des machines par modification des vitesses de rotation ou des angles de pales conformément aux documents techniques du modèle d'éolienne E-82 E4 / 2350 kW.

L'exploitant doit pouvoir justifier des mesures de bridage réalisées.

Toute modification des modalités de bridage et/ou de l'interface de gestion des bridages doit être transmis, avant mise en place, à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le bridage acoustique était en place et s'était engagé à transmettre à l'inspection les justificatifs de sa mise en place. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
--

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des éoliennes

Prescription contrôlée :

L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle.

En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée :
L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats :
Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée :
L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet

de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité des aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, les éoliennes E2 et E5 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs E2 et E5 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 21 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir le justificatif de la conformité des extincteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection la liste des extincteurs et le dernier rapport de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois